



La crise : de l'ouvrier au chercheur, comprendre pour agir



Ici à St Pierre des Corps
le 19 nov avec Alain Morin,
Marie-France Beaufils,
Yves Housson,
Martine Belnoue



Sommaire

- ✓ Retour sur la crise (N°2) - Denis Durand page 2/3
- ✓ Quelques commentaires à chaud page 4
- ✓ Calendrier des débats..... page 5
- ✓ PME: Combattre sans attendre la récession..... page 6
- ✓ Aides publiques et crédits bonifiés: efficacité comparéepage 7

Retour sur une crise (N° 2)

Comment les valeurs financières s'accroissent de façon démesurée par rapport aux richesses créées par les hommes

La période où il était intéressant d'emprunter

Depuis 30 ans, nous vivons dans un régime économique où la taille et le pouvoir des marchés financiers s'est accru de façon absolument démesurée. Cela a commencé en 1979 aux États-Unis avec une décision de politique monétaire pour favoriser les rentiers et ceux qui avaient un patrimoine financier, aux dépens de ceux qui empruntent. Les taux d'intérêt à court terme ont beaucoup augmenté parce que la banque centrale l'a voulu et du coup on a changé d'époque à ce moment-là. Jusqu'à la fin des années 70, il était intéressant d'emprunter parce qu'il y avait l'inflation. C'est comme ça que les gens ont pu acheter leur maison sans difficulté. Ils avaient des traites à payer mais ce n'était pas douloureux parce que les salaires montaient plus vite que les taux d'intérêt qu'ils payaient. Cela marchait très bien mais ne pouvait pas durer éternellement.

La période où il devient intéressant de prêter

Il s'est trouvé qu'à partir de 1980, 1979 aux États-Unis et 1983 en France, les règles du jeu ont changé. Là ce n'était plus du tout intéressant d'emprunter parce que les taux d'intérêt étaient beaucoup plus élevés que l'inflation. Cela devenait beaucoup plus intéressant au contraire de prêter.

Il vaut mieux avoir de l'argent, avoir une fortune et la placer sur les marchés financiers. Ça rapportait beaucoup plus et c'est comme ça qu'on a vu se développer la spéculation sur les actions, les obligations d'Etat et tous les produits qui servent à gérer la spéculation, les produits dérivés, les swap, les options, etc., il y a une imagination sans limites des financiers.

Cela se voit de deux façons :

d'une part par l'augmentation de la taille des marchés financiers absolument démesurés. Les statistiques trouvées sur le site de l'organisation internationale des Bourses de valeur remontent à 1990 et permettent une comparaison entre le niveau de la richesse mondiale produite chaque année par l'économie mondiale : le PIB mondial, calculé par le Fonds monétaire international et le total des actions et des obligations qui sont négociées sur toutes les bourses du monde.

Ce qui est intéressant c'est l'évolution dans le temps.

PIB mondial (richesses créées par les hommes) : 1990 = 100, 2007 = 180 soit pas tout à fait un doublement en 18 ans. C'est honnête, la croissance mondiale a été relativement importante notamment aux États-Unis et aussi dans les pays émergents : la Chine, l'Inde.

Mais le total des actions et des obligations, la capitalisation boursière de toutes les Bourses du monde : 1990 = 100, 2007 = 570. Et cela, malgré le krach de l'an 2000 qui a fait baisser la valeur des actions et obligations.

On voit que les valeurs financières se sont accrues de façon démesurée par rapport aux richesses créées par les hommes, principalement les salariés et encore des paysans qui travaillent dans le monde.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Il y a l'augmentation quantitative énorme de la finance mais il y a aussi, derrière, une augmentation des pouvoirs de la finance qui est absolument monstrueuse.

Le pouvoir de la finance

Le « monsieur » qui a acheté une obligation 100 au début de l'année, veut son rendement à la fin de l'année. Si c'est une obligation il va demander un rendement de 5 ou 6%, mais si c'est une action, il va demander ses 12 ou 15 % de rentabilité.

□ Cela veut dire: s'il avait 100 au 1^{er} janvier il veut recevoir à la fin de l'année 110 ou 115, et même 120.

□ En même temps, la croissance de l'économie, celle où des richesses réelles sont créées n'est pas de 10, 15 ou 20 %. Le PIB a augmenté péniblement de 4 ou 5 %, et encore, les bonnes années. En 2008 c'est moins et l'année prochaine, cela risque d'être encore beaucoup moins.

Cela signifie que la finance, c'est du pouvoir. Quand vous êtes endettés auprès de quelqu'un, vous êtes dans sa dépendance. Cela a toujours été comme ça : quand on veut réduire quelqu'un à l'esclavage, on l'endette. Le pouvoir du créancier c'est quelque chose d'extrêmement fort. Ces créanciers, ces gens qui ont de l'argent, qui ont le portefeuille financier, ils ont le pouvoir d'exiger le rendement de 10,15, 20 % qui est la norme sur le marché financier. Non seulement ils ont le pouvoir de faire ça chaque année, mais en plus chaque année, la masse financière à rentabiliser augmente encore davantage. On imagine tout de suite les excès que cela engendre.!

Pour les entreprises, la conséquence, c'est ce qu'on a appelé la dictature des actionnaires. Tous les trois mois, le PDG doit prouver qu'il va faire ces 10 ou 15 % de rentabilité à la fin de l'année. Sinon il est renvoyé et dans ces cas-là il recevra un parachute doré.

Les politiques des gouvernements doivent aussi s'aligner sur ces exigences.

On a des traders par centaines dans les salles de marché, à Paris, à Londres, à New York, Tokyo, Singapour, Hong Kong etc. et dans quelques places de moindre importance qui ont le pouvoir de déplacer des milliards de dollars d'un instant à l'autre et de sceller le sort, donc le pouvoir de vie ou de mort, des entreprises et sur les gouvernements, sur les États.

C'est ça la dictature de la finance !

Et les effets sociaux sont connus : c'est la précarisation des emplois, c'est la pression sur les salaires, c'est la déréglementation du marché du travail, c'est les attaques contre les services publics, c'est tout ce qu'on connaît aujourd'hui et qu'on continue à connaître dans la crise. Le problème est bien là.

Il est démontré que dans cette période de croissance financière dominée par les marchés, la richesse a certes quelque peu augmenté mais la pauvreté a augmenté bien plus fort.

L'OCDE a sorti des chiffres récemment qui montrent que dans les pays développés, le taux de pauvreté a augmenté. Il y a donc de plus en plus de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les inégalités ont également fortement augmenté aussi. Sans compter le chômage et la précarité.

A Suivre dans la prochaine lettre du Rapse : les mesures des gouvernements n'éliminent pas les causes de la crise.

La crise en débat

Les débats se suivent et confirment ce qui s'est dégagé des précédents: sur un thème réputé difficile: la crise, une grande participation, beaucoup de questions, des avis et surtout une envie que ces réunions soient utiles. Comment se réapproprier nos propositions pour, sans attendre un changement politique, disputer le crédit aux spéculateurs afin de l'orienter vers les investissements matériels et de recherche utile à l'emploi, utile aux besoins humains.

Quelques commentaires à chaud :

20 novembre, débat à Limay (78) avec Denis Durand

Présence à la tribune de syndicalistes PSA et Renault. Assistance très populaire et ouvrière. Débouché envisagé vers une action unitaire pour l'emploi dans le Mantois.

15 novembre, au siège du PCF, session de formation des formateurs sur la crise (commission économique du CN)

Nous étions une bonne vingtaine de jeunes, samedi 15 novembre dernier, auxquels s'ajoutait une quinzaine de membres de la Commission Économique à participer dans le sous-sol de la Place du Colonel Fabien à un échange très riche sur les causes, conséquences et enjeux de la crise actuelle, sous la houlette communiste et cégétiste du camarade économiste de la Banque de France, Denis Durand Au-delà du débat sur la crise et sur nos solutions, cette journée nous a permis de nous rappeler que si les innombrables luttes quotidiennes auxquelles participent les communistes sont indispensables pour être en prise avec le monde actuel et trouver les moyens d'agir, les leviers du changement réel demeurent largement ancrés dans les fondamentaux.

Sébastien Elka

5 novembre, débat à Terrasson avec Nicolas Marchand

45 participants dont de nombreux sympathisants de gauche et des syndicalistes. Pour Viviane Roux: « la venue de Nicolas Marchand intervient dans le contexte d'une crise violente et inédite. Jusqu'à présent les communistes étaient traités de ringards, mais on voit bien aujourd'hui que la logique de chiffres que Sarkozy prônait dans les entreprises ne marche pas. Cette rencontre permet de réaffirmer l'utilité politique du Parti communiste ». (l'Écho). Et en effet les propositions sur fonds régionaux articulés aux droits nouveaux des salariés ont fait débattre et ont rencontré un écho intéressé..

La demande de débats est toujours aussi forte. La liste qui suit ne tient pas compte évidemment des nombreux débats organisés avec des intervenants des régions. Compte tenu de l'ampleur de la demande, la commission économique a augmenté le nombre d'intervenants.

Pour organiser ces débats dans les meilleures conditions, merci de faire remonter vos demandes à Alain Morin : amorin@pcf.fr

Débats fixés et tenus :**Avec Paul Boccara**

21 oct Tours 150 participants
 25 oct Paris 13e 90 participants
 04 nov Clermont Ferrand
 200 participants
 13 nov Maurepas 60 participants
 18 nov Poitiers 250 participants
 22 nov UEC Paris
 02 dec Orléans
 03 dec St Valier
 12 dec Lyon

Avec Yves Dimicoli

21 oct Villejuif 105 participants
 30 oct Bordeaux 110 participants
 31 oct Mulhouse 40 participants
 03 nov Perpignan
 120 participants
 04 nov Nimes 60 participants
 05 nov Denain
 06 nov Grigny 120 participants
 07 nov Chevagne (03)
 110 participants
 12 nov Perre Bénite
 60 participants
 13 nov Snecma Gennevilliers
 50 participants
 14 nov Lens 70 participants
 15 nov Mantes la Jolie
 70 participants
 17 nov Valenton 60 participants
 18 nov Monceau les Mines
 30 participants
 20 nov Champigny 50 participants
 20 nov Vitry sur Seine 70 participants
 25 nov Morlaix 50 participants
 26 nov Brest 25 participants
 27 nov Brive
 01 dec Sartrouville
 03 dec Privas
 04 dec Toulon

Avec Frederic Boccara

13 oct GUE Paris 100 participants
 14 oct Paris 11e 30 participants
 24 oct Suresnes 25 participants
 05 nov Gentilly 18 participants
 07 nov Orsay 60 participants
 20 nov Romilly 70 participants
 27 nov La Défense 18 participants
 02 dec Orléans

Avec Yann Le Pollotec

16 oct Blanc Mesnil 120 participants
 21 oct Dugny 25 participants
 7 nov Beauvais 80 participants
 8 nov Evian 70 participants
 27 nov Villetaneuse

Avec Nicolas Marchand

04 oct Terasson Dordogne
 45 participants

Avec Denis Durand

03 oct FD Yvelines
 30 participants
 06 oct Livry Gardan
 50 participants
 14 oct Noisy 40 participants
 17 oct Lisses 12 participants
 20 oct Paris 5e 13 participants
 23 oct Roman 60 participants
 25 oct JC Paris 40 participants
 05 nov Vaucluse 40 participants
 07 nov Eure et Loire
 50 participants
 08 nov Paris 19e 40 participants
 13 nov Marseille 35 participants
 14 nov Bobigny 12 participants
 15 nov FD 75 UEC 40 participants
 18 nov Torcy
 20 nov Limay 75 participants
 14 mars Margency
 Date à définir Ariège
 Date à définir Maubeuge
 Date à définir Paris 2°
 Date à définir Corbeil
 Date à définir Brétigny

Avec Catherine Mills

07 nov Agen 80 participants
 10 nov Arcachon 15 participants
 10 nov Santé 20 participants
 12 nov Vierzon 200 participants
 25 nov CG Bobigny 70 participants
 27 nov Espace Marx Nord

Avec Jean Marc Durand

06 nov Castres 40 participants
 06 nov Gaillac 20 participants
 13 nov Manosque 55 participants
 13 nov St Auban 20 participants

Avec Alain Morin

13 oct Poitou Charente groupe
 communiste 8 participants
 23 oct Clichy 15 participants
 6 nov Tremblay 15 participants
 12 nov Chatellerault
 50 participants
 14 nov Melun 70 participants
 19 nov St Pierre des Corps
 110 participants

Avec Laurend Gonon

24 oct Givors quartier des Tours
 30 participants
 07 nov Lagnieu 30 participants
 08 nov Givors quartier des Ver-
 nes 40 participants
 6 nov Tremblay 12 participants
 13 nov Bourg 30 participants
 29 nov Condrieux 8 participants

Avec Denis Recoquillon

14 oct JC94 60 participants
 16 oct Ivry 30 participants
 15 nov Chevilly, Thiais, La Haye
 Les Roses... 60 participants
 19 nov Créteil 30 participants
 22 nov Orly Ville
 12 dec Villeneuve St Georges

Avec Fabien Maury

15 oct Bonneuil 60 participants
 05 nov Boissy St Léger
 25 participants
 12 nov Marcoussi 30 participants

Avec Sandrine Michel

24 oct Montpellier 150 participants
 21 nov Carcassonne
 Frontignan 120 participants
 26 nov Aude

Avec Pierre Ivorra

6 nov Bondy 20 participants
 13 nov St Denis 70 participants
 17 nov Choisy le Roi 60 participants
 9 dec Creil (60)

Avec Pascal Borelly

22 nov Commune de Nanterre
 70 participants

Avec Alain Paker

15 nov Montargis 30 participants

Avec Jo Rodriguez

7 nov La Ciotat 45 participants

Avec Manu Blasco

3 déc Angoulême

Avec Sylvian Chicotte

24 nov EDF CGT Villers/Mer
 35 participants

Avec Frédéric Mellier

23 nov Mérignac 50 participants

**Avec Yann Le Pollotec,
Pascal Borelly, Fred Boc-
cara**

4 dec Toulouse

Débats à finaliser

1. Béthune
2. Brétigny sur Orge
3. Ecole Management de Lyon

PME: combattre sans attendre la récession

Alain Morin

L'annonce de 0,1% de croissance au 3^{ème} trimestre 2008 ne trompe personne. La récession menace. Les indicateurs économiques actuels se rapprochent de ceux de 1992, où la crise avait fait reculer la croissance en 1993 de 1% et exploser le chômage à 12,6%.

A cette époque, alors que la récession s'abattait sur les petites et moyennes entreprises menaçant des centaines de milliers d'emplois en Europe, la Commission européenne avait été contrainte, sous la pression des pays du Sud (Espagne, Italie), à mettre en œuvre un dispositif spécifique en faveur des PME.

Celui-ci sortait des principes ultra libéraux dominants. Il incitait les banques à accorder un volume de crédits bonifiés pour les investissements à des PME, non dépendantes de groupes, en fonction du nombre d'emplois créés. Un contrôle suivi sur la réalité de ces créations accompagnait le dispositif financier.

Un montant de fonds publics de 1 milliards d'écus de l'époque (1 écu = 1 euro) de la banque européenne d'investissement (BEI) fut mobilisé pour financer ces baisses de taux d'intérêt, permettant de soulager les entreprises du poids insupportable des charges financières liées au crédit.

La caisse des dépôts et consignations mandatée par la BEI fit appel aux Banques populaires (mutualistes) et à la Société générale (privée) pour monter les dossiers avec les PME.

Les résultats en terme de création d'emplois et de relance des investissements furent remarquables (voir encart)

Il fut montré qu'avec le même montant de crédits publics, le dispositif créait 60 fois plus d'emplois que la loi Aubry 1 sur la RTT, et bien plus encore par rapport aux autres aides existantes.

Alors qu'aujourd'hui la récession atten-

due aura un impact encore plus violent sur les PME, la Commission européenne comme le gouvernement français devraient rechercher, avant tout, l'efficacité sociale des moyens financiers qu'ils mobilisent.

Ainsi, la BEI annonce 30 milliards d'euros pour venir au secours des entreprises et le gouvernement en annonce 20 pour les PME. Mais pourquoi faire ?

D'un autre côté, les banques françaises ont dû s'engager à accroître en 2009 l'encours de crédit en France : Mais pour financer quels projets, sur quels critères ?

Pourquoi ne pas s'appuyer sur de l'expérience de 1993 – 1995 qui a fait la preuve de son efficacité pour en reprendre les principes et même pour l'améliorer ?

Ainsi, par exemple, une incitation encore plus forte pourrait être organisée en modulant l'abaissement du taux d'intérêt en fonction du nombre d'emplois créés. Sa mise en œuvre pourrait aussi être élargie à des entreprises plus importantes, aux PME moyennes qui sont le tendon d'Achille de l'industrie nationale.

Le contrôle des créations d'emplois pourrait également associer les salariés et leurs institutions représentatives ainsi que les élus des bassins d'emplois concernés.

L'institution de Fonds Régionaux pourrait permettre l'organisation et le contrôle démocratique de ces créations.

Non seulement cela est indispensable pour faire face au choc violent attendu sur les entreprises, mais serait aussi une garantie que les banques ne vont pas « rechuter » dans leur pratique d'argent facile, tournée vers les activités spéculatives et malsaines pour tenter de « se refaire » après les milliards d'euros qu'elles viennent de perdre.

EVALUATION DE L'EFFICACITE EMPLOI DES AIDES PUBLIQUES

Comparaison entre 3 dispositifs d'aides publiques :

- Aides RTT Aubry1 et 2
- Ristourne Juppé
- Crédit bonifié aux PME en France et en Europe

EVALUATION DE L'EFFICACITE EMPLOI DES AIDES PUBLIQUES			
<i>Dispositifs d'aides publiques</i>	<i>Nombre d'emplois créés estimés ou contrôlés</i>	<i>Coût public au 31/12/01</i>	<i>Coût public par emploi au 31/12/01</i>
Aides RTT Aubry1 et 2	310.000 (estimés)	16 Md€ (chiffre en augmentation constante)	50 000 € (chiffre en augmentation constante)
Ristourne Juppé	200 à 400.000 (estimés)	40 Md€ (chiffre en augmentation constante)	De 90.000 à 200.000 € (chiffre en augmentation constante)
Crédit bonifié aux PME en France	9.053 (contrôlés)	684.000 € (chiffre définitif)	1531€ (chiffre définitif)
Crédit bonifié aux PME en Europe	53.789 (contrôlés)	92 M€ (chiffre définitif)	1716 € (chiffre définitif)